



Jacques
Cheminade 2012
LE SURSAUT

L'Euro est mort, vive l'Europe des patries et des projets

Il faut le dire brutalement : l'euro est mort car il s'est détruit lui-même. L'existence de l'Union européenne (UE) telle qu'elle a été déconstruite depuis l'Acte unique et le vote du Traité de Maastricht, le système de l'euro et la politique de la Banque centrale européenne (BCE) ont été autant d'instruments de la mondialisation financière. Bien que le Royaume-Uni ne soit pas membre de la zone euro, c'est l'inspiration de la City de Londres et la gouvernance de l'Empire britannique, sous sa forme monétariste anglo-américaine, qui ont prévalu sur notre continent.

Mon combat contre la politique criminelle de la mondialisation financière, tel que je l'ai décrit, exige donc de **refonder l'Europe pour la sauver d'elle-même**.

C'est autour de **coopérations renforcées** qu'elle doit se reconstituer, de l'Atlantique à l'Oural et avec sa dimension eurasiatique, de l'Atlantique à la mer de Chine, sur la base de grands projets de développement continentaux et transcontinentaux. **A la priorité financière et monétaire actuelle au sein de l'Union européenne il faut substituer une priorité culturelle et du travail humain.**

1 Arrêter la contre-révolution « européenne »

La manière de procéder de l'UE, de la BCE et de la zone euro a conduit à l'étranglement des Etats membres au profit d'un système financier opérant principalement depuis Londres, avec l'idéologie de l'Empire britannique. Son arme et son moyen de chantage sont l'endettement des Etats et la possibilité de spéculer sur cette dette publique continuellement et à la vitesse de la lumière.

Avant la crise financière, la cause de l'endettement des Etats auprès des grandes banques privées se trouvait dans l'interdiction qui leur avait été faite d'emprunter auprès de leur Banque centrale et dans la baisse de leurs recettes, due aux cadeaux fiscaux accordés aux ménages les plus riches et aux très grandes entreprises. Ces deux causes relèvent d'un même choix d'apparence libéral mais qui, de fait, impose un monopole et des privilèges.

Après la crise, la situation est devenue bien pire. Les Etats ont été contraints d'injecter massivement des liquidités dans le circuit financier pour renflouer les banques, les secteurs d'affaires de ces banques menaçant d'entraîner avec eux les secteurs de dépôt et de crédit à l'économie. L'explosion des déficits publics trouve donc sa racine dans le comportement des opérateurs financiers qui sont à l'origine de la crise et dans la confusion entre secteurs sous le même toit. Or c'est aux Etats et à leurs peuples qu'on impose rigueur et austérité, ruinant toute possibilité de redressement économique réel. Ainsi la Grèce, où l'on travaille plus qu'en France ou en Allemagne, en est à son troisième plan d'austérité en un an et voit sa dette croître et son déficit exploser au même rythme que la pauvreté de sa population.

Pire encore, alors que les banques ne se prêtent pratiquement plus d'argent entre elles car la confiance ne règne pas, la BCE a décidé de leur prêter en bafouant ses propres principes et ses textes fondateurs.

En effet, la BCE a d'abord prêté à taux fixe (donc très bas) aux banques à trois et six mois, sans limite, puis avant de partir, Jean-Claude Trichet a pris une mesure « *non conventionnelle* » de plus

en décidant de leur prêter désormais des quantités illimitées d'euros pour des durées respectives de douze et treize mois. La BCE n'est pas regardante sur le caractère toxique des contreparties déposées. De plus, elle achète sur le marché secondaire, c'est-à-dire aux banques, les obligations des pays européens les plus exposés qu'elles détiennent, renflouant ainsi encore les banques tout en prétendant soutenir les Etats !

Les banques peuvent donc continuer à se refinancer auprès de la BCE à des taux dérisoires et prêter aux Etats à des taux très supérieurs, ou continuer à jouer sur les marchés à travers des fonds spéculatifs et des plateformes alternatives, les fameuses *dark pools*, grâce à la directive européenne MIF !

Voilà donc la vérité scandaleuse sur le système de l'euro et l'Union européenne qui l'a organisé : on a dépouillé les Etats de leur privilège de battre monnaie pour le livrer aux banques privées en relation incestueuse avec la BCE. Et l'Europe truquée qu'on nous a faite n'aide pas les populations ni l'économie productive des pays membres, mais renfloue les banques, et les banques européennes en particulier, intégrées à travers les systèmes d'opérations de la City, qui continuent à jouer de plus belle sur les marchés.

Nous avons vu (cf. *Les piliers de mon projet économique*) que les propositions de continuer « l'Europe » sur la lancée en passant à la vitesse fédérale supérieure, ne peuvent qu'aggraver rapidement la crise, en conjuguant une déflation de l'économie physique à une hyperinflation financière. En effet, tant le Fonds européen de stabilité financière que le futur Mécanisme européen de stabilité et les éventuels eurobonds ne remettent pas en cause l'engrenage. Pour deux raisons :

► la première est que les hommes politiques qui exercent le pouvoir en Europe sont sous la tutelle des grandes banques et de la City, et que tant que le combat ne sera pas engagé contre elles, tout le reste restera du bavardage sur le pont du Titanic. L'euro a été conçu par des banquiers centraux réunis autour de Jacques Delors et représentant des traditions de banque privée et d'idéologie libérale britannique, non de responsables politiques élus ;

► la seconde est que l'Europe actuelle, avec l'organisation de ses institutions, ses Traités et ses directives, a été faite pour servir le système financier contre les peuples. Le président de la Commission, José-Manuel Barroso, l'a reconnu, en déclarant que l'Europe est « *un Empire non impérial* », établi grâce au consentement des dirigeants de ses pays membres. Un tel Empire se définit toujours par la dictature d'un système monétariste soutenue par une bureaucratie financière, ce que constituent les services de Bruxelles et les dizaines de milliers de lobbyistes qui y font la loi.

A sa façon, Tommaso Padoa-Schiopa, président du groupe de réflexion et de pression Notre Europe, dont Jacques Delors est président fondateur et Pascal Lamy président d'honneur, a reconnu la nature de cette Europe en déclarant avant de mourir : « **L'Europe ne procède pas d'un mouvement démocratique. Elle s'est faite en suivant une méthode que l'on pourrait définir par le terme de despotisme éclairé.** » Plus récemment, le 29 avril 2011, Amadeu Altafaj, porte-parole de la Commission européenne, a indiqué, à propos du plan d'austérité à imposer à un gouvernement européen : « *La légitimité démocratique ? Ce n'est pas nécessaire.* » Herman Achille Van Rompuy, président du Conseil européen, a pour sa part estimé que l'Italie n'a pas besoin d'élections, mais de « réformes ».

Ces choses ont été dites et faites. Si l'Europe actuelle et son cœur, le système de l'euro, ont été mis en place, ce n'est pas par erreur. En imposant une monnaie unique à des économies différentes et en interdisant ainsi les ajustements monétaires entre Etats membres de la zone, on a bel et bien voulu créer un instrument de chantage permettant d'imposer une gouvernance par le haut, dans un système sous influence.

Il ne s'agit donc pas aujourd'hui pour moi de rectifier une erreur technique, mais de me battre pour mettre fin à une contre-révolution politique en revenant à ce que l'Europe aurait dû être dès le départ, un accord entre patries étayé par de grands projets communs et parvenant à une intégration en accomplissant ces projets, et non une Union monétariste conduisant tout le monde à la ruine, sous la tutelle financière et politique de la City et de son empire « impérial ».

2 L'Europe ne doit plus être le cheval de Troie de la mondialisation financière, mais une locomotive de la reprise mondiale.

Il faut donc sortir du système de l'euro et de l'Europe qui s'est fait depuis le Traité de Maastricht, condition pour pouvoir passer à un système de crédit productif public et retrouver notre indépendance nationale par rapport à un ordre européen actuel qui se reconnaît lui-même comme non démocratique.

Cette sortie ne peut se faire sans projet, de manière purement négative. Aussi, ma première décision, dans le même élan que l'adoption d'une loi Glass-Steagall, sera de proposer à nos partenaires européens et tout particulièrement à l'Allemagne, de **négoier une sortie du système actuel pour fonder en commun un système de crédit public par association de nos banques nationales, en vue de financer de grands projets**

d'équipement et de développement mutuels à l'échelle de l'Europe et de l'Eurasie.

La sortie suppose **l'abandon des critères de Maastricht et du Pacte de stabilité**, combinaison de politiques monétaires et budgétaires restrictives et relais d'un système international destructeur. Il faut également faire sauter le verrou des doctrines de l'impuissance publique et de l'approche compatible des statuts de la BCE.

Pour préserver nos services publics, et ne plus les voir réduits à des entreprises chargées de la gestion de vagues services d'intérêt économique général, soumis aux règles impératives de la concurrence, il faut dénoncer l'article 106 du TFUE.

Il est également nécessaire de mettre un terme aux politiques de la BCE, ce qui ne peut se faire avec ses règles de fonctionnement et ses dirigeants actuels.

Plus généralement, **cela ne peut se faire avec l'euro et avec plus de fédéralisme sous contrôle des mêmes intérêts, de la même idéologie et des mêmes hommes. Il faut donc le faire sans et d'un commun accord avec un maximum de pays.**

3 La sortie doit déboucher sur une entrée, un plan de relance concerté et coordonné, impliquant en même temps une hausse des salaires

pour compenser la baisse de leur part par rapport à celle du capital dans le produit intérieur brut depuis plus de quarante ans, et ainsi relancer la consommation parallèlement à la production.

Je proposerai que l'Europe investisse 1000 milliards d'euros annuellement dans des infrastructures de pointe, avec un programme de recherche et développement commun de 200 milliards. La contribution que je présenterai pour notre part française sera de 200 milliards d'euros par an pour les infrastructures et de 25 milliards pour la recherche et développement, au-delà des quelque 45 milliards que l'on dépense aujourd'hui. C'est énorme par rapport aux chiffres actuels ? Oui, mais il y a des sommes bien plus importantes gaspillées sur les marchés financiers, dans des opérations qui engendrent de l'argent sans créer de richesses. Bien entendu, l'impôt et l'emprunt ne peuvent faire face à de tels montants. C'est pourquoi il faudra bien avoir recours à l'émission de crédit productif public, à terme de 10 à 50 ans et à faible taux d'intérêt. Ce sont de véritables banques nationales qui devront le faire, une véritable Banque de la France associée à une Bundesbank de l'Etat allemand et aux banques nationales de nos autres partenaires.

Seule cette mise en place de banques nationales, sous contrôle public, associées à des monnaies nationales, permettra en effet à l'Europe de sortir de la prison monétaire dans

laquelle elle s'est enfermée. C'est ce qui est nécessaire pour reconstruire l'Europe en retrouvant la volonté politique qui nous manque depuis quarante ans. C'est ce qui est nécessaire pour mettre en place une politique de bien commun, exemplaire vis-à-vis du monde, que ni la droite ni la gauche n'ont été capables d'entreprendre en raison de leur soumission aux pouvoirs financiers. C'est ce qui est nécessaire pour susciter chez nous la création de 5 à 6 millions d'emplois qualifiés sur cinq ans. C'est ce qui est nécessaire pour que l'Europe devienne une référence de paix dans le monde, car il ne peut y avoir de paix sans développement partagé.

Il est évident qu'une telle démarche sera jugée trop volontariste par nombre de nos partenaires, y compris en Allemagne. C'est pourquoi je leur montrerai sans prendre de gants que nous allons tout droit vers une désintégration anarchique de l'euro et qu'à court terme, nous n'avons d'autre choix que la rupture sèche ou le passage de l'euro unique à des euros nationaux, l'euro étant la référence commune pour les grands projets impliquant plusieurs pays, et le « national », ce qui pourra immédiatement avoir cours à l'intérieur de chaque pays. Cette démarche pourra ainsi être ce qui ouvrira la porte d'une sortie organisée de l'euro accompagnant la faillite ordonnée des banques d'affaires, pour éviter le chaos.

4 Passer à un euro national ou franc polytechnique

Il n'y a d'ores et déjà plus d'euro unique alors que des écarts énormes séparent les taux d'intérêt de l'euro grec et de l'euro allemand, qui se trouvent aux deux extrêmes. Dans le système actuel, parler de solidarité européenne revient donc à une escroquerie.

Dans la réalité, les pièces de monnaie de la zone euro ont, pour chaque Etat, une face nationale et les billets un code national. Notre monnaie, bien que nommée euro comme celle des autres membres, a donc gardé un ancrage national. Cela facilitera la mise en place ordonnée du nouveau système.

Dans la pratique, le passage de l'euro unique à des euros nationaux pourrait donc se faire sans contrainte ni contrepartie, puisque l'euro n'est pas une monnaie métallisée, c'est-à-dire rattachée à un étalon. Comme nous le disent les experts, la parité externe de l'euro n'est garantie par aucune clause de change et l'adjonction d'une dénomination nationale à la dénomination commune ne ferait que correspondre à la réalité de l'activité économique et monétaire des différents pays composant l'espace commun. A un euro-franc, que je proposerai d'appeler **euro-franc polytechnique** (cf. section *Un franc polytechnique, tremplin du grand chantier*), correspondraient d'autres euros nationaux. La cohabitation de ces différents euros

nationaux serait assurée par des appréciations ou des dépréciations qui permettraient un fonctionnement du système compte tenu des réalités économiques, et non comme aujourd'hui des rapports de force financiers.

Ce qui est valable pour les avoirs monétaires, c'est-à-dire les dettes bancaires, le serait aussi pour les avoirs obligataires, y compris souverains. Je proposerai qu'ils soient payés en euros nationaux aux termes de leurs échéances, ce qui éviterait d'étrangler les pays en difficulté.

La flexibilité monétaire intrinsèque propre à cette mutation aurait trois avantages :

- ▶ comme nous l'avons vu, **elle permettrait une adoption facile et rapide de la monnaie commune de référence par tous ;**
- ▶ **elle permettrait de rétablir la souveraineté des Etats sur leur monnaie, en rouvrant dans chaque Etat la possibilité d'emprunter auprès de sa Banque nationale ou d'en obtenir des avances ;**
- ▶ **l'Allemagne n'aurait plus à supporter une Europe de transferts financiers** qu'elle craint légitimement par-dessus tout car elle s'annonce sans fonds dans le système actuel.

Il est évident cependant que cette démarche ne peut aboutir que dans la logique de l'adoption d'un Glass-Steagall global et intégrée au sein d'un Nouveau Bretton Woods. Elle exige également dans l'immédiat deux choses :

- ▶ contre les assauts spéculatifs qui ne manqueraient pas de se déchaîner, **d'établir un contrôle strict des mouvements de capitaux aux frontières de la zone euro ainsi transformée ;**
- ▶ contre les injonctions des forces financières, organiser **une procédure coordonnée de défaut des Etats sur leur dette publique, au niveau des Etats européens comme à celui des participants au Nouveau Bretton Woods**, en séparant les dettes légitimes des dettes illégitimes. Car les dettes publiques encourues pour soutenir des établissements spéculateurs qui ont continué à spéculer sont illégitimes. Un audit des dettes publiques devra permettre de séparer ce qui sera remboursé de ce qui sera effacé, comme le propose Thomas Coutrot.

5 Passer à une dimension eurasiatique et mondiale

Il est aussi évident que sous les conditions actuelles de domination de l'oligarchie financière britannique et de ses alliés continentaux, l'Europe est trop emprisonnée dans le système pour pouvoir en sortir par ses propres moyens. Aussi, il faut **ouvrir le jeu en passant à une dimension eurasiatique et mondiale. C'est ce que je propose, pour**

sortir par le haut du maelström dans lequel nous sommes en train de nous précipiter. C'est ici que la cohérence entre politique étrangère et politique intérieure se manifeste, ce qu'aucun dirigeant politique depuis le général de Gaulle n'a été capable d'incarner (cf. *Ma politique étrangère pour le grand chantier de demain*).

6 Mesures conservatoires et application de l'article 16 en cas d'échec de l'approche négociée

Rien ne nous dit que l'approche consensuelle pourra réussir, bien que la tempête puisse inspirer à beaucoup un sursaut. Tout ira certainement de toutes façons très vite, ce qui exige que nous soyons prêts à tout.

Mon premier sentiment aurait été d'organiser un référendum sur l'euro et sur l'Europe pour effacer ce qui peut l'être, en coordonnant l'initiative entre la France et l'Allemagne. D'autres le proposent en France. Cependant, si à plus long terme il faudra nécessairement y avoir recours, car c'est tout notre avenir qui se trouve ici en jeu, dans l'immédiat on ne pourra se permettre de lancer une nouvelle période électorale succédant à celle de la présidentielle et des législatives. Je crois même que l'échéance économique et politique décisive apparaîtra bien avant avril 2012. D'où la nécessité d'être prêt en cas d'échec d'une approche négociée, d'une négociation trop lente ou d'un effondrement brutal.

L'économiste Jacques Sapir a étudié cette situation exceptionnelle, et son approche m'a convaincu. Les étapes d'une réaction rapide que je préconise sont les suivantes :

- ▶ **le président de la République constate l'état d'urgence et s'adresse à la nation.** Il annonce qu'en raison de la gravité extrême de la situation et de la menace pour l'existence même de notre souveraineté nationale, il a décidé de **recourir à l'article 16 de notre Constitution** pour une durée de six à huit mois. Il déclare que la France prend unilatéralement des mesures conservatoires pour sauvegarder ses intérêts vitaux, maintenir sa cohésion nationale et préserver les droits inaliénables de la personne humaine affirmés dans le Préambule de notre Constitution. A savoir :
- ▶ **réquisition de la Banque de France**, avec nomination d'une nouvelle équipe de direction et en supprimant au moins temporairement son autonomie vis-à-vis de l'Etat ;
- ▶ **abrogation de la loi no 93-980 du 4 août 1993 relative au statut de la Banque de France**, (elle-même ayant abrogé en son article 35 la loi n° 73-7 du 3 janvier 1973), qui stipule en son article 3 : « Il est interdit à la Banque de France d'autoriser des découverts ou d'accorder tout autre type de crédit au Trésor public ou tout autre organisme

ou entreprise publics. L'acquisition directe de titres de leur dette est également interdite. » En effet, ce texte paralyse l'émission de crédit productif public et oblige l'Etat à emprunter contre taux d'intérêt auprès des établissements financiers sur les marchés. De fait, et de façon scandaleuse, les banques privées ont pu emprunter de l'argent à un taux d'intérêt inférieur à celui auquel elles prêtaient et prêtent à l'Etat. C'est ce scandale auquel il faut mettre un terme ;

► de manière concomitante, **la loi du 12 mai 1998 intégrant la Banque de France au Système européen de banques centrales** institué par le Traité de Maastricht doit être également abrogée, et en particulier l'alinéa 3 de son article 1^{er} interdisant au Gouverneur et aux membres du conseil de la Banque de France de « solliciter ou accepter des instructions du gouvernement ou de toute autre personne ». Une Banque nationale, représentant la responsabilité du gouvernement vis-à-vis des citoyens par la nature et la portée de ses investissements, est en effet incompatible avec un statut de Banque centrale indépendante telle que la loi la définit, ayant pour priorité non le développement économique mais la stabilité monétaire.

► **changement des responsables à la tête des principales institutions bancaires publiques**, car ceux qui sont actuellement en place ont servi un ordre néo-libéral, et mise sous contrôle provisoire des banques privées et des sociétés d'assurance, avec nomination d'administrateurs provisoires représentant la puissance publique, pour soutenir et coordonner leurs activités de financement de l'économie ;

► **mesures de contrôle des capitaux, des marchandises et des services à nos frontières, sous l'autorité de Tracfin ;**

► **contrôle de la politique monétaire de la Banque de France par une commission de surveillance parlementaire ;**

► **constitution d'une commission parlementaire pour étudier de toute urgence l'application de la séparation des métiers de banque pratiqués par des établissements différents ;**

► **fermeture de la Bourse de Paris pour une durée d'une semaine et fermeture de tous les marchés de produits dérivés**, en particulier sur les obligations d'Etat et les monnaies ;

► **mise en place immédiate d'une banque d'investissement ou pôle public**, regroupant la Caisse des dépôts et consignations, le FSI et la BPCE, pour intervenir de toute urgence dans le capital des entreprises ou en les finançant pour les soutenir, afin de les protéger dans la tempête et de favoriser le retour à une politique industrielle. En particulier pour les PME, les préfets seront chargés de constituer les dossiers des entreprises méritant

un soutien, avec l'appui de Comités de développement économique aux niveaux départemental et régional ;

► **impression du nouveau franc polytechnique**, son nom indiquant que sa valeur sera étayée par la recherche, l'équipement de l'homme et de la nature et la mise en œuvre de technologies de pointe, et non par sa crédibilité sur les marchés financiers (cf. ma section « *Un franc polytechnique pour une nouvelle politique économique* »). A court terme, pour relancer notre industrie et notre agriculture, **une dévaluation de l'ordre de 25 %** sera mise en place par rapport au dollar américain et au yuan chinois ;

► **blocage temporaire des prix et des salaires pendant au moins trois mois**. C'est possible, en principe par recours au Préambule de notre Constitution (« *La Nation assure à l'individu et la famille les conditions nécessaires à leur développement* ») et en droit positif par décret du gouvernement en Conseil d'Etat, conformément à l'article 410-2 du Code du commerce (« *le gouvernement arrête, contre des hausses et des baisses excessives de prix, des mesures temporaires motivées par une situation de crise, des circonstances exceptionnelles, une calamité publique ou une situation manifestement anormale de marché dans un secteur déterminé. Le décret (...) précisera sa durée de validité qui ne peut excéder six mois* »). Un Grenelle des rémunérations, des salaires et des prix sera en même temps organisé ;

► **aide temporaire aux entreprises importantes**, sous forme de crédits ou d'abattements exceptionnels d'impôts, pour leur permettre de faire face aux écarts entre le blocage des prix en France et le prix des produits qu'elles importent ;

► **organisation du financement d'entreprises à des taux bonifiés ;**

► **suspension**, dans l'attente d'une renégociation éventuelle, **des directives européennes concernant les services publics et les infrastructures.**

L'on peut espérer ne jamais avoir à recourir à ces mesures d'urgence, faites pour reprendre le gouvernail dans la tempête. Je suis convaincu au contraire que si les responsables politiques continuent à agir de façon irresponsable, il sera nécessaire de les prendre, en espérant aboutir après et aussi rapidement que possible à un Glass-Steagall dans le monde, à un système de crédit productif public également à l'échelle mondiale pour financer de grands projets et à un Nouveau Bretton Woods. Cela dépend ici de notre politique étrangère, élément déterminant pour l'instant négligé dans la campagne présidentielle (cf. ma section « *Une politique étrangère pour le grand chantier de demain* »).

7 Une grande ambition culturelle

Aux grands travaux européens et eurasiatiques de notre chantier, catalyseurs et creusets d'un développement mutuel, doit correspondre une grande ambition culturelle intra-européenne. C'est cette culture que l'oligarchie européenne a trahie, la dissolvant d'abord dans la médiocrité puis dans la cupidité de l'argent roi.

Aujourd'hui, on parle beaucoup de pondération des voix et de postes ministériels dans les instances européennes, du nombre de commissaires ou de tel ou tel règlement de sécurité, d'environnement ou de chasse, on se pavane dans les réunions et on expertise, alors que ce qui devrait être **le fondement de l'Europe – les échanges entre jeunes étudiants, élèves et apprentis, l'acquisition commune d'une culture en remontant en amont pour aller plus loin en aval** – se trouve absolument négligé ou même abandonné.

La réalité est que derrière ces synthèses plus ou moins opportunes, il n'y a pas de réflexion en profondeur sur les fondements de la culture européenne, donc pas de volonté politique. Et comment pourrait-ce être le cas, si la politique économique que pratique aujourd'hui l'Europe va à l'encontre des valeurs européennes ?

J'aime l'Europe et ce que nous avons transmis de meilleur aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde. Je voudrais que tous les jeunes Européens puissent écouter et comprendre les derniers quatuors de Beethoven, le Messie de Haendel, Josquin des Prés et les fugues de Bach, lire Dante, Cervantes, Rabelais, Schiller, Heine et Nicolas de Cues, voir Piero della Francesca, Masaccio, Léonard de Vinci, Van Eyck, Roger de la Pasture, Dürer et Monet et puis tant d'autres, vivre cette culture que nous avons donnée au monde. Aussi, ceux qui exploitent le rejet que l'Europe au service de l'argent est en train de provoquer pour promouvoir un repli national et chauvin me répugnent. Les riches qui ont fait de la culture européenne leur signe distinctif en la dénaturant et ceux qui en refusent le caractère universel en la rétrécissant jouent également un rôle destructeur. Chaque nation devrait donner tout ce qu'elle peut aux autres, dans un dialogue où la part d'immortalité de chacune pourrait être partagée pour inspirer les générations futures de toutes. La culture européenne est une culture de nations et de langues qui se parlent, et c'est ce dialogue que je m'efforcerais de reconstruire, sans embrassades ou sourires pour photographes masquant le vide des caractères.

Tout se tient. C'est pourquoi **seules les « coopérations avancées » entre nations européennes, à travers lesquelles l'Europe pourra retrouver une politique économique digne d'elle-même, pourront être les locomotives d'une grande**

politique culturelle, fondée sur le respect de la dignité de la création humaine aujourd'hui à l'abandon. Un patriotisme constitutionnel est à retrouver : Charles de Gaulle disait bien que « *le patriotisme, c'est aimer son pays. Le nationalisme, c'est détester celui des autres* ».

Sans locomotive économique, pas de train de valeurs. **Un signal fort** doit être donné. Tout jeune Européen, apprenti, élève ou étudiant, doit pouvoir passer au moins six mois d'études et de travail sérieux dans un autre pays de notre continent. Cela suppose de financer chaque année au moins **un million de programmes Erasmus** pour des études supérieures, avec des bourses dignes de ce nom, correspondant au moins pour la jeunesse au minimum vieillesse. Il faudra aussi au moins **200 000 programmes Leonardo**, sans oublier **Comenius**, coordonnés avec les programmes d'aide à l'innovation des PME s'engageant à recruter des diplômés ayant participé à ces programmes. Il faut leur réinsuffler une âme et des issues. Ce sera un des combats qui me tient le plus à cœur, pour refonder une Europe dont le fonctionnement actuel me fait honte.

Il faut partir des projets, de ce que l'on fait ensemble : grands travaux en commun, lectures en commun, lien social établi autour d'idées discutées et partagées, et actes accomplis pour le bien commun. **C'est ainsi que se sont formés les Etats-nations et ce n'est pas autrement que pourra se constituer l'Europe, en rejetant l'Empire de l'argent.**

Au fur et à mesure de la mise en œuvre des projets et de la multiplication des connivences, des délégations de souveraineté seront nécessaires. Alors, mais alors seulement. Car c'est à travers leur réalisation « physique », s'inscrivant dans le réel, que la nécessité d'une souveraineté partagée pourra trouver un accès dans l'esprit et le cœur des citoyens. Avec du vrai, et pas de la fausse monnaie. Comme la souveraineté des individus se forge dans la souveraineté des Etats-nations souverains, dans un « bien commun » à un niveau socialement plus élevé, les projets des Etats-nations s'associeront au sein de l'Europe locomotive et actrice, mais seulement par et au fur et à mesure de l'action. Alors apparaîtra la nécessité progressive des harmonisations sociales et fiscales, inscrites dans un vouloir vivre en commun long et non, comme aujourd'hui, relevant de calculs comptables courts et intéressés.

Alors, mais alors seulement, on pourra envisager une souveraineté nationale qui, en enrichissant et non en appauvrissant l'individu et l'Etat, circulera vers des institutions européennes sans que régions et bureaucratie de l'Empire se prétendant non impérial puissent, comme aujourd'hui, être invoquées contre l'Etat-nation. Les Nations unies des

peuples européens, avec un système de mandat représentatif respectant les institutions républicaines existantes, seront le produit éventuel de ce travail, non de remaniements institutionnels issus de bureaux d'experts servant le monde de l'argent et de la mode.

Mon espoir est que l'Europe des projets, des patries et de la culture de la découverte puisse l'emporter sur sa sinistre caricature actuelle, en s'inscrivant dans l'univers élargi de l'Atlantique à la mer de Chine, allant vers ce que Victor Hugo voyait comme une République universelle.

